

				populations, ainsi que les organisations de la société civile.  Dialogue politique soutenu dans le cadre du suivi général de l'aide budgétaire
	Non-respect du calendrier électoral des élections locales prévues en Mai 2022 et une violence électorale ou post-électorale éclate.	Moyen	Moyen	Maintenir un dialogue régulier avec tous les acteurs concernés (y compris la société civile) pour faire le suivi des opérations électorales.  Développer une stratégie de sécurisation des élections, de prévention des conflits et de consolidation de la paix
3 - aux personnes et à l'organisation	Exactions ou abus de pouvoir en matière de respect des droits humains et du droit international humanitaire par les forces de défense et sécurité et groupes d'auto-défense.	Élevé	Élevé	Des modules de sensibilisation / formation à la médiation, au dialogue et au respect des droits humains, DIH, genre et des différences culturelles seront fournis aux troupes déployées,  Dialogue politique soutenu avec les autorités nationales sur les questions des droits humains et de lutte contre l'impunité.
	Intimidation / Représailles par les groupes armés terroristes sur les populations locales désireuses de s'engager dans le projet.	Élevé	Élevé	Engagement des forces de sécurité intérieure dans la protection des populations prises pour cible.  Renforcement de la légitimité des autorités locales

### Enseignements tirés:

Sur le plan sécuritaire. Les projets visant à appuyer les services de sécurité du Burkina Faso<sup>12</sup> ont : (i) permis d'améliorer le maillage sécuritaire du territoire national et de renforcer les capacités opérationnelles et techniques ainsi que la mobilité des unités des Force de Sécurité Intérieure ; (ii) contribué à une efficacité accrue dans l'accomplissement des missions de surveillance, de contrôle des frontières, de sécurisation et de protection des populations dans les régions reculées et frontalières du pays ; (iii) amélioré la réponse à l'insécurité et la lutte contre le phénomène terroriste et permis une meilleure compréhension par les populations de l'action des forces de sécurité.

Sur le plan de la cohésion sociale. Les programmes de prévention de l'extrémisme violent autochtone ont permis : (i) d'appuyer le suivi et le monitoring du fait religieux, (ii) de renforcer les processus de dialogue au niveau local, et (iii) de valoriser l'activité pastorale comme vecteur de paix et de résilience. Il est impératif d'approfondir le travail autour de la gestion foncière et de l'accès aux ressources naturelles, et d'accompagner les zones d'accueil dans la prise en charge des personnes déplacées internes (PDI) en lien étroit avec les communautés hôtes en impliquant des acteurs légitimes aux yeux des populations (leaders religieux, chefs coutumiers, etc.) dans la mise en œuvre des activités.

Sur le plan de la gouvernance administrative et locale. L'expérience de l'appui par le haut à la décentralisation ayant montré ses limites. Les regroupements et faitières des collectivités locales peuvent apporter à leurs membres des appuis conseils ; un plaidoyer constant des collectivités locales vers le gouvernement central pour améliorer le processus de décentralisation tant en matière de transferts de

<sup>12</sup> Groupes d'action rapides – surveillance et intervention au Sahel GARS, Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation STABEST, Retour de la confiance et renforcement des capacités sécuritaires RENFORCES ; le Programme de renforcement de la présence de l'État et de la résilience dans les zones vulnérables IcSP. Le recours à la modalité CBDSD pourrait donc être envisagée aussi dans le cadre de notre approche territoriale.